

Le sondage qui tue Macron : 76% des Français ne voient pas d'avantages à l'Europe

écrit par Christine Tasin | 9 octobre 2018



Comme dit **Bruno Alomar**, les Français ne croient plus à ce que leurs dirigeants veulent leur imposer, il y a donc un puissant feu qui couve... Et Alomar d'enfoncer Macron qui n'a pas, selon lui, la capacité de changer les choses. Et pourtant Alomar n'est pas un anti-UE, au contraire, c'est un libéral européiste qui minimise les pouvoirs de Bruxelles, oubliant que 80% des lois votées par nos députés c'est la mise en conformité de la France et de l'UE. Quant à dire que l'UE n'aurait que des prérogatives économiques quand on voit ce qui se passe avec les migrants, l'islam, le soi-disant racisme, la liberté d'expression... Bruno Alomar se paye notre tête dans cette intervention sur Atlantico.

Mais il montre au moins que l'UE n'est pas viable puisque les différents peuples d'Europe ont des aspirations différentes, et par essence, et quant au rôle de l'UE.

Yves Bertoncini, européiste lui aussi, cherche à voir le côté bouteille à moitié pleine du sondage... Bof

Jacques Sapir est, lui, notre champion, bien sûr. Il pointe le

désamour des Français pour l'UE, l'impossibilité statutaire de la réformer puisqu'il faut l'unanimité des 27, il pointe l'incapacité de Macron à la réformer et il conclut que **la seule façon de changer les choses est de sortir de l'UE.**

Guillaume Klossa, macronien et un européiste fou qui prend ses désirs pour la réalité, osant écrire que plus un seul pays d'Europe ne souhaiterait sortir de l'UE. Pays ? Il ne parlerait pas plutôt de dirigeants que de peuples ? Que fait-il de Salvini, d'Orban ? Et il prétend qu'on aurait avancé et changé les choses ! A hurler. De rire ?

Les Français ne croient plus vraiment aux avantages de l'Europe et ne pensent plus non plus qu'on puisse la changer : quatre scénarios par lesquels elle pourrait renaître

Selon un sondage Elabe-Les Echos-Institut Montaigne-Radio Classique, seuls 24% des Français considèrent que l'Union européenne offre plus d'avantages que d'inconvénients, 38% pensent qu'elle présente plus d'inconvénients, et 38% y voient autant d'inconvénients que d'avantages. Ce même sondage indique également que 64% des Français ne croient pas en la capacité d'Emmanuel Macron de "faire évoluer significativement le fonctionnement et l'orientation politique de l'Union européenne".

Atlantico : En réponse à [un tel sondage](#), montrant une attente des Français d'un changement de l'Europe – alors que ces derniers considèrent qu'Emmanuel Macron n'en aurait pas les capacités – quel serait le scénario qui permettrait d'aboutir à une réelle transformation du fonctionnement et de l'orientation politique de l'UE correspondant aux attentes des Français ?

Bruno Alomar : Avant de répondre à la question, il faut s'arrêter quelques instants sur le sondage. Même si nos systèmes démocratiques se caractérisent par une plus grande versatilité de l'opinion, ce qui incite à la prudence, une chose est certaine : la construction européenne, pour les français, n'a plus rien d'évident. C'est dire que

les Français sont en décalage majeur avec l'orientation de leurs gouvernants, dont le mantra, depuis Valéry Giscard d'Estaing – Emmanuel Macron ne déroge en rien à cette ligne- est de considérer qu'il faut toujours « plus d'Europe ». **Il y a là un puissant feu qui couve...**

Par ailleurs, il faut souligner que **les Français ont raison de considérer qu'Emmanuel Macron n'a pas les capacités de transformer l'Union européenne, contrairement au rêve qu'il a caressé et exprimé,** en particulier en septembre 2017 au travers du discours de la Sorbonne. A cela deux raisons. La première, c'est que l'Union européenne est, par nature, lourde, complexe, car elle est la sédimentation de soixante années de construction, et qu'elle réunit des pays et de peuples aux caractéristiques très diverses, et aux intérêts souvent divergents. Prétendre, « changer l'Union européenne » en quelques mois, comme certains ont prétendu « changer la vie », c'est au mieux une naïveté, au pire un mensonge. La seconde raison, c'est justement qu'en prétendant changer rapidement l'Union européenne, le pouvoir en place, face à une situation politique très compliquée (migrations, raidissement américain etc.), dont il n'est pas complètement responsable, a exaspéré beaucoup de partenaires de la France, et rendu une éventuelle transformation de l'Union européenne encore plus difficile. Si l'on prend la question de la zone euro par exemple, ceci est patent : constatant l'incapacité de la France à se réformer, la plupart des Etats de l'Union ont adressé une fin de non-recevoir aux ambitions formulées par Emmanuel Macron. En fait, Emmanuel Macron a fait l'inverse de ce qu'il fallait faire : exiger de ses partenaires des réformes, alors qu'il fallait d'abord mettre en place un puissant train de réformes en France, afin de reconquérir notre crédibilité budgétaire et financière perdue... Si l'on en vient à la question proprement dite, elle appelle plusieurs éléments de réponse.

D'abord, les attentes des Français. Quelles sont-elles ? Personne ne le sait vraiment. Une Europe qui protège ? Une Europe qui amène de la croissance et de l'emploi ? Rien que des évidences. Mais que met-on derrière ? **La question sous-jacente, c'est plutôt, me semble-t-il, la question de savoir si l'Union européenne sert à quelque chose, et, surtout, à quoi elle pourrait servir.** Or, à cette aune, il y a un décalage majeur entre la réalité de ce qu'elle est, de ce qu'elle peut faire, des pouvoirs qui sont les siens, et la perception qu'en ont les Français. L'Union européenne, contrairement à ce que clament les pro européens et les-anti européens – jumeaux dans l'analyse erronée, mais qui, hélas, font l'opinion – n'est ni le Croquemitaines ni le Père Noël. Elle est toute petite ! C'est une organisation internationale qui a des pouvoirs dans le domaine économique, et nulle part ailleurs.

Mais même dans ce domaine, ses pouvoirs sont beaucoup plus petits que ceux des Etats membres. Le chômage, la compétitivité, le pouvoir d'achat, l'investissement, l'innovation...tout ceci résulte d'abord et avant tout de choix nationaux et/ ou de réalités culturelles de long terme !

Ensuite l'orientation. Dans la mesure où l'on perçoit mal ce qu'elle est, il est difficile de savoir ce que l'on veut. **Les Français jugent l'Union européenne trop « libérale » ? Mais les Britanniques la quittent parce qu'ils l'ont trouvée insuffisamment libérale au plan économique !** Les Français voudraient qu'elle soit moins présente, qu'elle les laisse un peu en paix ? Mais ils sont les premiers – quand un problème survient – à demander plus d'Europe. Les Français veulent plus de protectionnisme économique ? Les Allemands pensent le contraire. Les Français voient l'Europe comme un démultiplicateur de puissance ? Le concept même de puissance ou d'intérêt européen est insupportable à beaucoup de nos partenaires ! On pourrait continuer. En réalité, quand l'on pose la question de l'orientation de l'Europe, on se confronte à deux grandes voies, difficilement conciliables. La première, c'est plus ou moins d'Europe. La seconde, c'est une Europe plus à gauche ou une Europe plus à droite. Mais si vous êtes de gauche et pro européen, comment faites-vous si l'Europe qui se construit se construit « par la droite », comme les Allemands le veulent ? Etc.

Dès lors, aucune réforme substantielle de l'Union européenne n'est possible. Les Etats-membres sont divisés sur ce qu'elle devrait faire. Le couple franco-allemand n'existe plus vraiment. Le problème migratoire, créé de toutes pièces par l'Allemagne, est un puissant dissolvant de l'Union. Le Brexit est peut-être une première étape de défaisance. Etc.

Au total, ceux qui militent pour un changement radical de l'Union européenne se trompent d'époque. L'heure n'est pas, qu'on le regrette ou non, à des avancées majeures. La réalité, beaucoup moins rose, est que pour les dix ans qui viennent, **la question est : que peut-on sauver de la construction européenne...** Dans mon ouvrage « La réforme ou l'insignifiance – 10 ans pour sauver l'Union européenne » (Editions de l'Ecole de Guerre – 2018), je m'efforce de tracer quelques pistes qui se résument à une idée simple : que l'Union européenne se concentre sur les quelques compétences fortes qu'elle a déjà, et qu'elle fasse enfin la preuve qu'elle les exerce bien dans l'intérêt des Européens. Cela semble un truisme...Pourtant, les Européens n'en sont pas convaincus.

Yves Bertoncini :Le sondage d'Elabe met en évidence une forme d'euroscepticisme français déjà bien identifié par les enquêtes Eurobaromètre et qui comporte deux dimensions principales. D'une part

un attachement majoritaire à l'appartenance de la France à l'UE, dès lors que seulement 38% de nos compatriotes estiment que celle-ci comporte plus d'inconvénients que d'avantages : **les Français ne sont pas aussi europhobes que les Britanniques, ils ne détestent pas l'UE au point de vouloir la quitter.** D'autre part une volonté de changer, de transformer, de réorienter la construction européenne, afin qu'elle soit plus en phase avec la vision et les intérêts de notre pays : peu à l'aise avec le marché unique, nos compatriotes expriment ainsi traditionnellement leur frustration vis-à-vis des limites de l'Europe sociale et fiscale, de même qu'une prédilection pour une Union plus active sur le plan diplomatique et militaire.

Dans ce contexte, il n'est pas si étonnant que le sondage d'Elabe indique que près des 2/3 des Français doutent de la capacité d'Emmanuel Macron de "faire évoluer significativement le fonctionnement et l'orientation politique de l'Union européenne". Ce constat fait en effet écho aux promesses si souvent formulées visant à construire l'Europe comme « une France en plus grand » et si souvent non tenues... Il confronte cependant le Président de la République aux ambiguïtés de son positionnement politique autant qu'aux limites de son influence diplomatique. Elu sur la base d'un message largement europhile, Emmanuel Macron s'est en même temps engagé en faveur d'une « refondation » de la construction européenne : cela représente un objectif particulièrement audacieux dès lors qu'il faut y rallier 26 autres pays, dont beaucoup sont plutôt attachés à l'UE telle qu'elle est.

C'est d'abord en tirant parti de l'instabilité géopolitique actuelle qu'Emmanuel Macron pourra promouvoir davantage d'actions communes en matière de sécurité collective et de politique étrangère, conformément aux attentes des Français : le cumul de nombreuses menaces et les incertitudes liées à notre « protecteur » américain rendent plus que jamais nécessaire de prendre notre destin stratégique en main, comme l'a par exemple souligné Angela Merkel. Cette « refondation » géopolitique de la construction européenne semble amorcée mais elle prendra du temps, de sorte qu'Emmanuel Macron se doit d'obtenir d'autres avancées symboliques aux yeux de son opinion publique : d'où son volontarisme en matière d'Europe sociale, de lutte contre le changement climatique ou pour la création d'un budget dédié à la zone euro... Il lui appartient d'être plus engagé pour la démocratisation de la gestion des Affaires européennes, conformément aux aspirations de ses concitoyens, mais aussi de bien mesurer les risques de privilégier une « Europe à plusieurs vitesses », redoutée par nombre de pays de l'UE, dont l'Allemagne.

Au total, la réussite de l'agenda communautaire d'Emmanuel Macron reposera sur sa capacité à bien calibrer le degré d'ambition de ses discours et propositions au regard des rapports de force politiques et diplomatiques actuels au sein de l'UE, afin de ne point trop accroître

l'écart entre les désirs hexagonaux et la réalité européenne.

Jacques Sapir : Rappelons que ce sondage indique une nette montée de l'euroscepticisme. Le pourcentage des Français qui considèrent que l'Union européenne (qui n'est pas « l'Europe ») possède plus d'avantages que d'inconvénients tombe à 24%. Les Français souhaitent donc clairement une réforme de l'UE mais n'ont pas confiance dans les capacités d'Emmanuel Macron à la promouvoir. Il y a certainement une défiance quant au Président, mais il y a encore plus une défiance quant aux institutions de l'UE. Ces dernières interdisent pratiquement toute réforme puisqu'il faut – sur ce point – un avis unanime des 27 pays. Une autre manière de lire ce sondage est d'y voir le constat d'un désamour pour l'UE. En effet, si vous pensez que celle-ci présente plus d'inconvénient que d'avantage, ou autant d'inconvénients que d'avantages, ce qui est le cas de 76% des personnes interrogées, et si – de plus – vous n'avez pas confiance dans la capacité du Président de la République à changer les choses (64%), la conclusion logique ne serait-elle pas de sortir de l'UE ?

Il est aussi clair que les Français ne croient plus en la perspective de longues négociations. L'exemple du Royaume-Uni, le *Brexit*, tout comme la méthode « *ultimatiste* » italienne, qui a connu un succès évident, ont laissé une empreinte profonde. Un point important serait de se demander quel pourcentage de Français serait en faveur de l'adoption de méthodes similaires par le gouvernement français. Car, ce que les personnes interrogées sentent confusément c'est que l'attitude d'Emmanuel Macron qui pense qu'il faut sauver à tout prix l'Union européenne et qui se refusera toujours à provoquer une crise grave, ne peut qu'échouer. Ils n'ont pas tort. Dans des négociations multilatérales, la position la plus forte est celle de celui qui est prêt à renverser la table. Le fait que la France soit un contributeur net au budget européen renforce évidemment cette situation. C'est la fin de l'idée d'un « fédéralisme » au niveau de l'UE. Cela valide l'idée que les Français souhaitent que le gouvernement agisse pour la France, avec l'Union européenne, s'il le peut, contre l'UE s'il le doit.

Guillaume Klossa : Il faut analyser ce sondage dans une dynamique globale, plusieurs sondages ont montré ces deux dernières années une hausse de l'attachement au projet européen et du sentiment de l'utilité de l'Union partout en Europe dans la dynamique du non britannique qui a fait prendre conscience aux Européens que l'Union était mortelle. Plus aucun pays ne souhaite sortir de l'Union, et les mouvements nationalistes en Italie, en Pologne ou en Hongrie ont enlevé

cette revendication de leur programme politique.

Par ailleurs, il y a eu un très grand espoir de réforme de l'Union dans la foulée de l'élection d'Emmanuel Macron qui a haut et fort avec courage porté l'Europe dans sa campagne présidentielle. Sa baisse dans les sondages ces derniers mois s'accompagne naturellement d'une interrogation accrue sur la capacité de l'Europe à se réformer. Enfin, les débats Européens des trois dernières années se sont concentrés sur des sujets négatifs, le Brexit et les migrations, qui ont donné le sentiment d'une incapacité de l'Union à avancer et à trouver des solutions, masquant toutes les avancées pourtant nombreuses pour les citoyens européens et auxquelles la France d'Emmanuel Macron a contribué : meilleur encadrement des règles sur les travailleurs détachés et accord pour créer une agence européenne du travail pour contrôler l'application des règles européennes, prise de conscience des risques concernant le glyphosate et détermination d'un calendrier d'interdiction, lancement d'un programme de R&D en matière d'industrie de défense européenne fondamentale pour la survie de cette industrie en Europe et le maintien d'emplois à valeur ajoutée sur le continent, relance d'une dynamique de défense européenne pour garantir la protection des Européens alors que les menaces augmentent et que le parapluie américain va de moins en moins de soi, unité dans les négociations commerciales face à Trump pour préserver l'accès au marché américain des produits européens et donc des millions d'emplois dans l'Union, priorité accordée au renforcement d'Erasmus et à une stratégie d'intelligence artificielle, bonne coopération entre matière de police dans la lutte contre le terrorisme. Beaucoup de ces avancées vont dans le sens des propositions faites par Emmanuel Macron dans son discours de la Sorbonne.

Toutes ces avancées importantes sont insuffisamment audibles dans le contexte actuel où les populistes et notamment Salvini et Orban arrivent à caricaturer le débat européen. Orban notamment aimerait le réduire à un débat entre les pro et anti migrants, les pro-nation et les pro-fédération, ceux qui défendent le travail, la famille, la patrie et s'affirment comme les défenseurs de la chrétienté contre les tenants de l'ouverture et de la tolérance. Cette manière de poser les problèmes renvoie aux pires heures des années 1930. Il faut à

tout prix éviter ce piège et revenir aux vrais défis. Ainsi par exemple, le sujet n'est pas pour ou contre les migrations, mais comment on apporte une réponse durable et crédible au défi migratoire. De la même manière, le sujet n'est pas pour ou contre la nation, mais comment articuler au mieux les niveaux locaux, nationaux, européens et mondiaux pour répondre aux défis climatiques, de la pollution...?

Bruno Alomar

Bruno Alomar, économiste, ancien haut fonctionnaire à la Commission européenne, auteur de *Grandes Questions Européennes* (Armand Colin, 4^{em} Edition) ou bien encore *La réforme ou l'insignifiance : 10 ans pour sauver l'Union européenne* (2018, Editions de l'Ecole de guerre), professeur à Sciences Po.

Jacques Sapir

Jacques Sapir est directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), où il dirige le Centre d'Études des Modes d'Industrialisation (CEMI-EHESS). Il est l'auteur de [La Démondialisation](#) (Seuil, 2011).

Il tient également son [Carnet dédié à l'économie, l'Europe et la Russie](#).

Guillaume Klossa

Guillaume Klossa est fondateur du think tank [EuropaNova](#) et a été son président de 2003 à 2015. Ancien conseiller spécial du ministre en charge de la présidence française de l'UE et ancien conseiller du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen), il anime un [blog consacré à l'Europe](#). Il est aussi l'auteur de [Europe, la dernière chance ?](#) (2011) et [Une jeunesse européenne](#) (2014). [@GuillaumeKlossa](#)

Yves Bertoncini

Yves Bertoncini est Président du Mouvement Européen – France et consultant en Affaires européennes.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/francais-croient-plus-avantages-europe-trois-scenarios-comment-renaitre-ue-bruno-alomar-jacques-sapir-guillaume-klossa-3526371.html#HzzZgZdmz0WEKYsQ.99>